

N° Exigence	Exigence	Commentaire
SMR.8.1.1.1	Le Maître d'ouvrage réalise une analyse des atouts et des contraintes du site en phase de programmation. Cette analyse doit permettre au Maître d'ouvrage de disposer d'éléments lui permettant de bien intégrer l'opération sur le site. Cette étude peut être engagée dès la sélection du foncier.	en attente analyse de site environnementale : APAVE
SMR.8.1.1.2	L'analyse de site doit faire l'objet d'un document diffusé à l'ensemble des intervenants concernés. Elle doit contenir les recommandations à mettre en œuvre nécessaires à la construction du programme, par thème analysé et/ou sous forme de bilan global.	diffusion à justifier
SMR.8.2.1.2	Le programme de l'opération comporte le profil HQE, c'est-à-dire la hiérarchisation des objectifs HQE de l'opération, déclinés en nombre d'étoiles par engagement. Le niveau de performance peut également être complété par l'objectif recherché sur les indicateurs environnementaux.	à justifier
SMR.8.2.1.3	Le programme de l'opération tient compte des exigences de la rubrique "Chantier à faibles nuisances".	en attente de la charte de chantier : APAVE
SMR.8.5.3.4	Dans ses marchés, le Maître d'ouvrage tient compte des exigences de la rubrique "Chantier à faibles nuisances".	en attente de la charte de chantier : APAVE
SMR.8.6.3.3	Chaque entreprise ou le groupement désigne un responsable environnemental.	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.2.1	Au niveau du règlement d'appel d'offres, le Maître d'ouvrage doit définir précisément les conditions de l'appel d'offres concernant : Les objectifs environnementaux poursuivis pour le chantier ; Les modalités de leur prise en compte au niveau de la sélection des entreprises ou des groupements (au niveau humain, organisationnel et financier). [1] Dans tous les cas, il exige des entreprises ou des groupements la désignation d'un responsable environnemental pour le chantier.	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.3.1	La maîtrise d'œuvre rédige un plan de gestion des déchets (type SOGED [2]), le partage avec les entreprises de travaux, le suit et le fait évoluer en fonction des modifications du projet [1].	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.3.2	Les entreprises fournissent au Maître d'ouvrage une preuve d'élimination des déchets y compris pour les déblais/remblais [1].	en attente de la charte de chantier : APAVE

CHANTIER.3.3	Le tri des déchets de chantier doit être mis en place sur chantier. [1]Pour les opérations ne le permettant pas, une logistique concernant l'enlèvement des déchets est tout particulièrement étudiée. Le tri des déchets s'effectue alors à l'extérieur du chantier. Il est confié à un prestataire spécialisé dans ce domaine et délocalisé du chantier.	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.4.1	Le DCE ou le cahier des charges traduit la volonté du Maître d'ouvrage de réduire les nuisances sonores. Les méthodes et outils générant le moins de bruit et des niveaux sonores faibles doivent être choisis prioritairement. Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles sont utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur d'au moins 5 dBA au seuil imposé par le-dit arrêté. Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise ou le groupement doit fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB (puissance acoustique) sont sélectionnés. L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure, la durée de leur utilisation. Les engins ne sont pas utilisés à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes. Les engins hydrauliques sont préférés aux engins électriques, eux-mêmes préférés à leur équivalent pneumatique. Les grues dont le moteur est placé en position basse sont préférées aux autres systèmes. La liaison avec le grutier se fait par liaison radio depuis le sol.	en attente de la charte de chantier : APAVE

CHANTIER.5.1.1	<p>En concertation avec la collectivité locale, le Maître d'ouvrage ou son représentant définit le moyen le plus approprié pour diffuser l'information aux riverains. Celle-ci doit comporter les éléments suivants :L'architecture du bâtiment (parking, zones paysagées, hauteur du bâtiment, nature des façades, orientations, etc.) ;L'activité prévue dans le futur bâtiment (logements collectifs, maison individuelle, commerces, etc.) ;Le déroulement du chantier (les principales phases, le planning) et les précautions mises en œuvre pour limiter les impacts sur l'environnement, les moyens utilisés (grue, engins de terrassement, etc.), les principales nuisances et leur durée estimée (trafic, bruits, poussières, etc.).Un planning prévisionnel des opérations bruyantes à l'attention des riverains, document mis à jour en fonction des modifications ;Un point de contact direct avec le Maître d'ouvrage (adresse mail ou numéro de téléphone). Le programme de démolition fait l'objet d'une information des autorités locales qui définissent le meilleur moyen d'information auprès des personnes concernées. Le Maître d'ouvrage désigne la personne responsable de l'information des riverains et du traitement des réclamations de ces derniers.</p>	<p>en attente de la charte de chantier : APAVE</p>
----------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------

CHANTIER.5.2.1	<p>Il est évalué avec les services de la collectivité concernée les procédures pour fluidifier les flux d'engins (modification des règles locales de circulations, réservation de zones pour un parking tampon, interdiction de stationner aux abords du chantier, etc.). Il peut être mis en place une gestion des flux permanente durant la démolition, les travaux de terrassement et le gros œuvre afin d'éviter des embouteillages et attentes. Le Maître d'ouvrage s'assurera de l'organisation : de la circulation sur les voies publiques ou privées, en concertation avec les différentes collectivités concernées ; du stationnement pour les riverains et le personnel impliqué dans les travaux, en concertation avec les différentes collectivités concernées ; de l'approvisionnement du chantier et des enlèvements (heures, itinéraires, etc.) en concertation avec les différentes collectivités concernées. Les entreprises ou le groupement doivent entretenir et réviser les engins de chantier correctement (réglage CO2, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés) pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations et pouvant générer des émanations polluantes.</p>	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.5.3.1	<p>La sensibilisation du personnel de chantier doit porter à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui comme par rapport aux risques encourus pour leur propre confort et santé. Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90 dB et la valeur limite de 120 dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs. Les intervenants sur le chantier exposés à des émissions sonores doivent être informés et formés conformément à l'article R.232-8-5 du Code du travail. Le personnel de chantier doit être sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et prendre en compte les exigences du voisinage (écoles, crèches, hôpital, etc.).</p>	en attente de la charte de chantier : APAVE

CHANTIER.5.4.1	<p>Les travaux les plus bruyants sont les travaux de démolition, de terrassement (manœuvre des engins de terrassement, manège des camions d'enlèvement) et de gros œuvre (flux de livraison de matériaux, toupies, machines à béton, décoffrage, etc.).Le cas échéant il peut être mis en place, en accord avec les riverains, des périodes horaires permettant à des activités bruyantes de s'exercer. Tenir compte du voisinage (école, crèche, hôpital, clinique, maison de retraite, etc.) et de la réglementation locale en la matière. La période pourra, par exemple, être de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures les jours ouvrés de la semaine.Pour les chantiers proches des habitations (à moins de 30 mètres), des mesures d'atténuation peuvent être mises en place comme par exemple :l'implantation des locaux du cantonnement afin de les utiliser comme écran ;l'implantation des bennes à déchets à éloigner des riverains ;la mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolement acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis.</p>	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.5.5.1	<p>La gestion du cantonnement se fait dans des conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'intervention du personnel sont prises leur assurant également un niveau de confort suffisant.Les cabinets d'aisance et les douches sont installés si possible en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalows. Les planchers des locaux sont étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes sont raccordées au système d'assainissement et doivent respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.</p>	en attente de la charte de chantier : APAVE

CHANTIER.5.6.1	<p>Chaque entreprise ou le groupement s'engage, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier et doit s'assurer du respect des instructions de l'article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental :propreté de la voie publique et points où sont exécutés les travaux en dehors du chantier ;clôture entourant le chantier ouvert sur la voie publique assurant une protection et une interdiction d'accès à toute personne étrangère au chantier.Le Maître d'ouvrage ou son représentant fait mettre en place les procédures suivantes :l'installation d'un dispositif de nettoyage de roues des camions si nécessaire (poste d'arrosage ou mise en place d'un débourbeur, avec traitement, voire récupération, des eaux sales) ;le nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès ;l'humidification des voies de circulation et d'accès extérieures, lorsque cela est nécessaire, afin d'éviter la poussière. Ces voies sont nettoyées régulièrement afin de faciliter la circulation.</p>	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.5.7.1	<p>Les entreprises ou le groupement doivent avoir à leur disposition sur le chantier, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot, dans le respect des réglementations en vigueur (REACH, etc.).En cas de risque de rejet de substances dangereuses, des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique sont prévues, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) sont stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). L'accès du local est restreint aux seules personnes concernées. Un ensemble de bacs de rétention (récipients adaptés,...) est mis à disposition pour recueillir les produits conservés, qui seront traités ensuite comme déchets dangereux.</p>	en attente de la charte de chantier : APAVE

CHANTIER.5.8.1	En l'absence d'un réseau communal de collecte des eaux usées, les eaux usées et les eaux vannes provenant du chantier doivent être traitées par un dispositif d'assainissement autonome avant leur rejet au milieu naturel. Selon la méthodologie employée par les conducteurs d'engins (vidanges, etc.), il peut être nécessaire d'équiper le chantier d'un débourbeur et d'un séparateur d'hydrocarbures.	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.5.9.1	Des dispositions sont prises pour protéger la faune et la flore (des agressions mécaniques, des poussières, des pollutions accidentelles, etc.). Les entreprises travaillant sur le chantier doivent en être informées par exemple avec une charte écologique [1].	en attente de la charte de chantier : APAVE
CHANTIER.5.10.1	Les consommations d'eau et d'énergie des entreprises sont réduites à travers des actions de sensibilisation des ouvriers et/ou en mettant en place des équipements propices à la maîtrise des consommations [1].	en attente de la charte de chantier : APAVE
RES.1.1	Un document d'information[1] qui précise les procédures mises en place dans le bâtiment ou par la collectivité et/ou les bonnes pratiques à respecter en cas d'aléa climatique[2] est diffusé aux habitants et au gestionnaire[3].	QIOS : je prépare un courrier d'engagement
RES.1.2	Les effets des aléas ayant les impacts les plus significatifs sur l'opération [1] sont identifiés et les choix constructifs et/ou organisationnels réalisés sur l'opération permettent la prise en charge :	A justifier
FL.1.1.1.2	Les T3 et plus disposent de 2 alimentations en eau avec robinet d'arrêt et de 2 évacuations en eau avec siphon se situant chacune à proximité d'une prise de courant (pour le lave-linge et le lave-vaisselle). [2]. Les studios et T2 peuvent disposer d'une seule alimentation et d'évacuation d'eau avec siphon. [2]. Dans le cas des résidences Services, l'alimentation lave-linge/lave-vaisselle n'est pas obligatoire en présence d'une laverie collective sur l'opération. Ce local sera pourvu a minima d'1 lave-linge de type professionnel pour 50 habitants et d'1 sèche-linge pour 50 habitants [1]. Le local sera traité comme une pièce humide notamment pour la ventilation, l'évacuation en eau avec siphon et le revêtement de sol.	Plan architecte : 1 MAL en cuisine, 1 MAL en sdb Il convient de préciser que les évacuations seront distinctes avec celle de l'évier
FL.1.4.4.1	Une surface au sol[1] au moins égale à 0,3 m2, est prévue dans la cuisine ou le cellier.	A représenter/identifier

FL.1.5.3.1	Les murs, situés à moins de 0,4 m à l'arrière et sur les côtés d'un appareil sanitaire en partant de l'axe de la robinetterie, sont recouverts par de revêtements muraux durs d'une hauteur au moins égale à :	<p>CCTP lot 11§3.6 : faïence h = 60 cm pour les lavabos, douche toute hauteur.</p> <p>Il convient de prévoir une protection à l'eau sur les retours des lavabos du RDC dont l'axe de la robinetterie est située à moins de 40 cm de la cloison en retour. Quelle hauteur pour les baignoires?</p>
FL.2.3.15	En maison individuelle, lorsqu'il est prévu que le ramassage des déchets ménagers soit effectué devant chaque maison, une surface au sol [1] est identifiable dans les dépendances (abris, garage...) permettant de positionner le nombre de bacs en adéquation avec le nombre de flux collecté en porte-à-porte par la collectivité (ordures ménagères, emballages, journaux-magazines, verre, biodéchets, ...).	A représenter sur le plan RDC



QA.3.4	Les escaliers individuels ou collectifs en bois situés contre un mur ou sur un plancher mitoyen d'une pièce principale d'un autre logement sont désolidarisés [1].	<p>Si l'escalier en bois est situé contre une paroi simple ou une paroi double avec un joint de dilatation (type polystyrène) ou sur un plancher mitoyen d'une pièce principale d'un autre logement, il est désolidarisé par des appuis antivibratiles. Dans ce cas, il est justifié par une étude (plans et descriptifs) la désolidarisation complète de l'escalier (appui supérieur, appui inférieur et appuis latéraux) et comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en oeuvre d'appuis antivibratiles en tête et en pieds, présentant une fréquence propre dynamique inférieure ou égale à 15 Hz pour une surcharge de 100kg. En pied, l'appui antivibratile peut être remplacé par une chape flottante armée de 6 cm sur une laine minérale.</li> <li>- la justification qu'aucun contact rigide latéral n'est prévu, le report des charges étant effectué sur des appuis inférieurs désolidarisés</li> </ul>
QA.3.14	Le niveau de bruit de chocs reçu dans une pièce principale d'un logement lorsque les chocs sont produits sur le sol d'un autre logement, d'une circulation commune intérieure[2] ou d'un local d'activités, et lorsque les locaux sont au même niveau ou sur des niveaux différents mais non superposés, doit respecter les exigences suivantes [1] :	D'après la FEST, il faut prévoir un faux-plafond en plancher haut du RDC avec 100 mm de laine

QA.4.10	<p>Le niveau de bruit LnAT engendré par un appareil individuel de chauffage (autre qu'une chaudière fioul ou gaz), ou de climatisation d'un logement doit respecter les exigences suivantes [1] :</p>	<p>Pour les pompes à chaleur, il convient de localiser l'unité extérieure. Si celle-ci est à plus de 5 m d'un bâtiment, il n'y a pas d'exigence spécifique. Dans le cas contraire, il faut une note de calcul permettant de justifier le respect de la lutte contre les bruits de voisinage.</p> <p>Pour les unités intérieures, il convient de préciser que leur niveau de puissance acoustique Lw est inférieur ou égal à 47 dB</p>
---------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

QA.4.17	Le niveau de bruit LnAT engendré par un équipement individuel d'un logement, doit respecter les exigences suivantes [1] :	<p>Il convient de prévoir un réducteur de pression possédant la marque NF pour limiter la pression de l'alimentation d'eau à 3 bars.</p> <p>Absence de descriptif pour les baignoires et douches :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il convient de prévoir un classement A2 pour les robinetteries des baignoires et douches,</li> <li>- une désolidarisation de la baignoire (et du receveur) vis-à-vis des parois verticales et des parois horizontales : soit sous les pieds de la baignoire, soit entre la baignoire et son berceau : <ul style="list-style-type: none"> <li>- En présence de chape flottante : dans le cas d'une chape flottante dans la salle de bains interrompue sous la baignoire, celle-ci doit être désolidarisée également du muret constituant le tablier,</li> <li>- Dans le cas d'une chape flottante dans la salle de bains non interrompue sous la baignoire, le muret constituant le tablier de la baignoire doit être désolidarisé également de celle-ci et vis-à-vis des parois verticales.</li> </ul> </li> </ul>
ST.1.1	Un état des lieux des principaux services [1] à proximité de l'opération est réalisé. Il précise notamment les types de services ainsi que leur distance [2] à l'entrée du site.	en attente analyse de site environnementale : APAVE

ST.1.4	Une information est diffusée aux futurs habitants (supports laissés à l'appréciation du Maître d'ouvrage) regroupant des renseignements au niveau de la commune sur [1]:les dispositifs de collecte existants en vue du réemploi (recycleries, réseau Emmaüs,...);les dispositifs de collecte, hors objets encombrants (comme la collecte des textiles, linges de maison, chaussures, ...);les collectes gérées par les éco-organismes [2] (type Ecologic [3], Eco-emballages, Eco-système);l'obligation de reprise gratuite par les distributeurs, même lors de commandes par internet, en magasins ou à la livraison, de l'appareil électrique ou électronique usagé du même type (collecte "1 pour 1");la possibilité de déposer dans certains magasins situés à proximité de l'opération, les petits DEEE (pour les DEEE d'une taille inférieure à 25 cm de diamètre), les lampes ou encore les piles;les lieux de dépôts des déchets dangereux (solvants, peinture...).	QIOS : je prépare un courrier d'engagement
ST.2.2	Un état des lieux des principales stations de transport[1] à proximité de l'opération est réalisé. Il précise les types de transports, leur distance à l'entrée du site [2], ainsi que les fréquences de passages des transports collectifs.	en attente analyse de site environnementale : APAVE
BC.2.1.1.2	Les maîtres d'ouvrages doivent équiper en ligne de communications électroniques à Très Haut Débit en fibre optique, les maisons individuelles groupées. [1][2]	A prévoir
BC.2.1.2.1	Chaque logement dispose d'une installation intérieure raccordée aux lignes téléphoniques, aux dispositifs individuels ou collectifs nécessaires à la distribution des services de radiodiffusion sonore et de télévision et aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique. [1]	A prévoir

BC.2.1.2.2	L'installation intérieure comporte les dispositifs de terminaison et de brassage nécessaires à l'accès au téléphone, aux services de communication audiovisuelle (télévision terrestre, satellite et réseaux câblés) et aux données numériques (internet). Les dispositifs de brassage sont placés dans le tableau de communication du logement. [1]L'installation intérieure comporte le câblage en étoile assurant la desserte et le raccordement des prises terminales dans un nombre minimal de pièces, tel que défini dans l'annexe II. [1][2]L'installation intérieure permet également d'accueillir et d'alimenter des équipements d'opérateurs de communications électroniques et des accessoires installés par l'occupant au moment du raccordement au réseau à haut débit ou à très haut débit en fibre optique tel que défini dans l'annexe II. [1]	CCTP lot 14 : installation de téléphonie complète décrite + internet. Il manque le DTIO
BC.2.1.3.2	Pour les maisons individuelles groupées, l'entreprise installatrice de la fibre optique doit réaliser un autocontrôle visuel et mesures de l'installation de fibre optique (colonne horizontale de communication optique jusqu'aux points de pénétration des maisons). [1][2][3]	A prévoir
BC.2.1.3.3	Pour les bâtiments collectifs et les maisons individuelles groupées, l'entreprise titulaire du lot concerné doit réaliser un autocontrôle visuel et mesures de l'installation du réseau de communication à l'intérieur des logements. [1][2]	A prévoir
BC.2.6.1.2	Pour les maisons individuelles groupées et pour les installations de fibre optique jusqu'au raccordement des maisons (hors domaine public), l'entreprise intervenante sur l'opération dispose d'une attestation de formation (Par exemple : attestation d'un centre agréé « Objectif Fibre » ou équivalent)[1].	A prévoir
RCE.3.2.4	Toutes les robinetteries ont une classe de confort [1].	CCTP lot 13§3.9 : classement C2 à préciser
SOL.1.1	La réglementation locale est respectée (coefficient d'emprise au sol, % d'espaces verts, % de surfaces végétalisées, débit de fuite...).En l'absence de réglementation, le coefficient d'imperméabilisation de la parcelle est calculé (la méthode est précisée dans l'annexe "Utilisation des sols") et des dispositions sont prises pour limiter/réduire sa valeur.	A justifier

CC.2	Le potentiel d'écomobilité du bâtiment est calculé avec l'outil Ecomobilité d'EFFINERGIE[1].	en attente analyse de site environnementale : APAVE
BDV.3.1	Les enjeux écologiques [1] du site initial sont recensés (rapport bibliographique et cartographique permettant d'identifier d'éventuels enjeux sur le site et à proximité -continuités écologiques, habitats, espèces, zones protégées,... - en complément de l'analyse de site). Suite à ce recensement, des informations « écogestes » [2] sont fournies aux résidents et gestionnaires faisant état de la démarche engagée pour la biodiversité et des mesures prises pour la préserver (par exemple : préservation de l'eau, gestes écoresponsables, gestion différenciée, compostage, zérophyto, etc.).	en attente analyse de site environnementale : APAVE
QSI.3.1.1	Un document d'information (et/ou GISELE) est élaboré et diffusé aux habitants et au gestionnaire. Les éléments qui doivent être repris sont à adapter aux particularités de l'immeuble certifié et sont les suivants : informations sur les dispositions constructives et particularités environnementales propres à l'opération ; informations sur les bonnes pratiques comportementales des habitants et du gestionnaire par rapport aux dispositions constructives et aux particularités propres à l'opération ; informations sur les bons comportements et les bonnes pratiques concernant d'autres éléments de l'opération non liés au bâti. cf. Annexe "Qualité de Services et d'Informations".	QIOS : je prépare un courrier d'engagement